



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 511 8 €

- PORTRAIT : (p.1-2,6-7)
ÉLISABETH BORNE
- POLITIQUE : (p.3-4)
- LOBBIES : (p.5)
- PORTRAITS : (p.8-9)
LE GOUVERNEMENT BORNE (1)
- KIOSQUE : (p.10-11)
- POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Adenot R.p.5	Jabotinsky V.p.2
Agon J.-P.p.5	Jousset A.p.5
Allix O.p.2	Kohler A.p.6
Arfi Y.p.5	Kouchner B.p.10
Assoun B.p.5	Leggeri F.p.4
Ayton S.p.5	Lescène M.p.2
Bailliencourt M.-P. de p.5	Létourneau L.p.5
Baldelli C.p.5	Macron E.p.3
Bendifallah S.p.5	Malouines M.-É. p.10
Bertignac L.p.10	Olivermes D.p.5
Biot C.p.5	Ormano R. d'p.5
Bompard A.p.8	Ondéa-Castéra A. p.8
Boré J.-P.p.2	Pascot P.p.5
Borne É.p.1	Putkain M.p.4
Borne I.p.1	Rome L.p.9
Bourgi H.p.5	Rome Y.p.9
Brochand P.p.3	Rommel E.p.12
Caubel C.p.8	Roth K.p.12
Carreau V.p.5	Rousseau A.p.6
Cazeneuve J.-R. p.7	Schrameck S.p.5
Cholewa L.p.10	Schumacher P. ..p.10
Chouffot N.p.7	Schwab A.p.5
Courson C. de ...p.10	Soubiran A.p.5
Debruyne P.p.10	Sylla-Walbaum A.p.10
Djeni V.p.4	Tessier M.p.10
Duhamel A.p.8	Valter C.p.6
Hirsch M.p.12	Verdez G.p.10

PORTRAIT

ÉLISABETH BORNE

Comme le résumé *Marianne* (30 juin), son arrivée à Matignon « confirme l'influence d'Alexis Kohler. Le secrétaire général a défendu le choix d'Élisabeth Borne, haut fonctionnaire comme lui, issue de cette gauche sociale-libérale qui a embrassé le macronisme sans complexe, comme lui encore. Il s'est mobilisé contre l'option Catherine Vautrin [...] qui a tenu la corde jusqu'à la dernière minute ». Le 19 mai, *Le Monde* révélait que Catherine Vautrin avait surtout payé son opposition au « mariage » entre homosexuels en 2013: « En cette journée du 17 mai de lutte contre l'homophobie, certains macronistes redoutaient le signal catastrophique qui aurait été envoyé. »

« J'ai demandé à ce que l'on dise "Madame la Première ministre", et il a fallu insister pour que le changement soit fait sur tous les supports, jusqu'aux blocs-notes. »

Élisabeth Borne, *Elle*, 7 juillet 2022.

« Je veux dire à toutes les personnes LGBT+ qu'elles trouveront en moi et mon Gouvernement un allié pour défendre leurs droits et lutter contre toutes les discriminations. »

Élisabeth Borne, 17 mai 2022.

« Quand Élisabeth Borne, préfet, a remis pour la première fois à un citoyen son décret de naturalisation, elle a été un peu remuée. "Que moi, la fille de ce réfugié apatride, qui n'a été français qu'en 1950, j'accomplisse ce geste, cela disait quelque chose sur l'intégration." Sur la République aussi. »

Libération, 21 mai 2015.

« À la RATP, on en connaît plus d'un qui est sorti de son bureau en larmes, lâche un bon connaisseur de l'entreprise. Elle y était surnommée "Burn-Out". »

Le Monde, 22 décembre 2017.

« Elle est tout en maîtrise. Seule la fréquence d'utilisation de sa vapoteuse peut trahir son agacement. »

Le Parisien, 17 mai 2022.

« Les mauvais esprits jugent que sa promotion permet de rendre Emmanuel Macron sympathique par contraste et qu'elle garantit à Alexis Kohler un total contrôle de l'État. »

Le Point, 19 mai 2022.

« Élisabeth Borne... comme son nom l'indique. »

Ségolène Royal, *Paris Match*, 19 mai 2022.

« La ministre qui rend les réformes impossibles, possibles. »

Christophe Castaner, 18 mai 2022.

Élisabeth Borne est née le 18 avril 1961 à Paris XV^e. Sa généalogie détaillée a été publiée dans *Généalogie Magazine* n° 399 (juin-juillet 2022). Par son père, **Joseph Borne**, elle est issue d'une famille juive russo-polonaise originaire de Lublin, de Lukow et de Siedlce. Malgré un grand nombre d'approximations, la principale source d'informations de ce côté-ci reste le long entretien filmé (coréaliser par le *Mémorial de la Shoah* et l'INA, le 6 juin 2006) de son oncle, **Isaac Borne** (1923-2016), détaillant de prêt-à-porter dans le centre-ville de Nîmes, qui fut, pendant des décennies, président du *Centre communautaire de Nîmes*, administrateur de l'*Association culturelle israélite* (ACI) du Gard ainsi que le référent local du *Conseil représentatif des institutions juives de France* (CRIF).



PORTRAIT

De cet entretien biographique d'**Isaac Borne** mené par **Catherine Bernstein**, il ressort que c'est pour échapper au service militaire en Pologne que le grand-père d'**Élisabeth Borne**, **Zelig Bornstein**, s'est établi à Anvers au début des années 1920 dans l'industrie du diamant (clivage) tout en s'engageant au sein de la section belge du Parti révisionniste (extrême droite sioniste, ancêtre du Likoud) : « Il y avait un projet de partir en Israël déjà. Mon père était un des premiers promoteurs, avec d'autres diamantaires, de l'installation des usines de diamants à Netanya. Et je me rappelle, à la maison, avoir vu des plans, là aussi, je ne peux pas vous en dire plus. »

Toujours selon Isaac Borne, tandis que ses fils militent au Betar, Zelig Bornstein est un proche du fondateur du mouvement **Vladimir Zeev Jabotinsky**, au point de l'avoir hébergé dans les années 1930 : « Déjà avant la guerre, il y a des gens du Betar de chez nous, qui partent en Israël de façon illégale. Ils rentrent en Israël, dans les kibboutz. C'était important bien sûr. Et ça l'est encore aujourd'hui. On y va quand même quelquefois. [...] J'ai des cousins, des cousines là-bas ».

Lors de la nomination d'**Élisabeth Borne**, le site Internet du *Point* (18 mai 2022) a publié le témoignage de **Jean-Paul Boré**, vice-président des Amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation du Gard, qui a livré une nouvelle version, expliquant qu'à l'époque « les garçons parlent yiddish mais aussi flamand et participent aux formations du Bund [socialiste, antisioniste] mouvement révolutionnaire juif et laïque. » Une réécriture parmi tant d'autres, la page *Wikipédia* d'**Élisabeth Borne** ayant fait l'objet de pas moins de 550 modifications dans les quarante-huit heures après son arrivée à Matignon, comme l'a souligné **Nicolas Lebourg** sur son blog hébergé par *Mediapart*.

Quoi qu'il en soit, arrivé en France au début de la Seconde Guerre mondiale, son père, **Joseph Bornstein** (1924-1972), francisera son nom en « Borne » (décret de naturalisation du 18 mars 1949) avant d'épouser **Marguerite Lescène**, le 15 janvier 1958. Toujours selon Isaac Borne, Joseph Borne « s'était converti, pour se marier avec cette fille qui était chrétienne. Donc, dont les parents étaient à Livarot. [...] Ils ont monté une affaire, ça a marché. Il y a eu des problèmes. Ils avaient une des premières affaires d'entreprises en Europe, en France de préservatifs. Ils ont eu des problèmes de concurrence japonaise. Et puis d'épilepsie, parce qu'il conduisait la voiture. Il est allé en Israël. Quand il est revenu d'Israël, il a fait une crise épouvantable. Dans les toilettes, il s'est presque cassé les os. Donc, il a eu de multiples raisons de se suicider. Mais je crois qu'il n'a pas supporté Auschwitz non plus. [...] Je ne connaissais pas ses vraies raisons. Mais un jour, il avait deux enfants quand même qui étaient jeunes, il s'est jeté par la fenêtre. Il est enterré à Livarot ».

Élisabeth Borne a révélé qu'à la suite de ce suicide, elle s'était vu attribuer par l'État la qualité de pupille de la Nation expliquant évasivement avoir perdu son père « très jeune » avec une mère qui « n'avait pas vraiment de revenus ». Or l'« adoption par la nation » était à l'époque exclusivement réservée aux orphelins de guerre, sans que le facteur économique (« les revenus ») n'entre en compte. D'autant qu'**Élisabeth Borne** n'est pas vraiment une damnée de la terre...

« Issue d'une famille où l'on vote à droite » (*Le Monde*, 22 décembre 2017), elle appartient, par sa mère, **Marguerite-Marie Lescène**, dite « **Titite** », à une lignée de pharmaciens (profession qu'exerce toujours sa sœur aînée **Anne-Marie Borne**) ayant pignon sur rue à Livarot (Calvados). Lors de son parachutage aux dernières élections législatives, dans la circonscription voisine, la 6^e du Calvados (celle de Vire, réputée imperdable), **Élisabeth Borne** a revendiqué cet ancrage local. Jamais élue jusque-là (elle avait renoncé à se présenter à Caen aux élections municipales en 2020), cette technocrate froide ne remportera l'élection que de justesse avec seulement 52,3 % au deuxième tour face à **Noé Gauchard**, un mélenchoniste âgé de 22 ans.

Depuis Livarot, les Lescène ont prospéré à Paris et à Bruxelles dans les années 1930 grâce aux laboratoires pharmaceutiques du même nom, bien connus des historiens de la pharmacie pour quelques médicaments célèbres dans l'entre-deux-guerres comme le *Balsamol*, la *Rhinaquintine*, etc. (on consultera *L'affaire Lescène*, **Jean-Paul Meckert**, Société historique du pays de Livarot, *Bulletin* n° 46, 1^{er} semestre 2022). Dans cette famille de notables, le grand-père d'**Élisabeth Borne**, **Marcel Lescène**, juge titulaire au tribunal de commerce de Lisieux, fut maire de Livarot dans le Pays d'Auge entre 1938 et 1945, donc sous l'Occupation. Son principal fait d'armes à l'époque fut d'avoir sauvé la vie du *Generalfeldmarschall Erwin Rommel* transporté dans un état critique à l'hôpital de Livarot le 17 juillet 1944 après le bombardement de sa *Horch 830 BL* décapotable par l'aviation alliée (cf. *Un pharmacien au chevet d'Erwin Rommel*, **Thierry Lefebvre**, *Revue d'Histoire de la Pharmacie*, 2010 et *La pharmacie et le laboratoire Louis et Marcel Lescène*, *Le Pays d'Auge*, mai-juin 2016). Après la guerre, Marcel Lescène sera de nouveau maire et conseiller général de Livarot (1947-1953). Également pharmacien, un de ses fils, **Hubert Lescène**, fera la Une en décembre 1978 après avoir abattu de six coups de revolver le braqueur qui attaquait son commerce situé à Morangis (Essonne).

Contrevenant à la fois aux principes de la République (indivisible et laïque) et à ceux de la loi juive (la *Halakha* ne reconnaît pas la fille d'une chrétienne et d'un apostat), **Élisabeth Borne** a parlé de la communauté juive comme de « la sienne » à la soirée *Radio J* en juin 2021. À peine nommée Premier ministre, cette « enfant de la République et de la Shoah » (**Frédéric Haziza**, *La Règle du jeu*, 22 mai 2022) a jugé lors de la commémoration de la rafle du Vél' d'Hiv' qu'« il y a 80 ans la France se perdait et commettait l'irréparable » avant de « réaffirmer que la République sera toujours le refuge de ceux qui souffrent et ont souffert. »

Elle est la mère d'un fils, **Nathan Allix**, universitaire, né de son mariage, le 30 juin 1989 à Lésigny (Seine-et-Marne), avec **Olivier Allix** (divorce prononcé le 17 décembre 2008), chercheur au Laboratoire de mécanique et technologie de l'ENS Cachan et administrateur du fonds de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) dédié à « l'innovation dans l'industrie ». Est-il le Olivier Allix qui fut, dans les années 2000, le secrétaire général de l'Association des parents et futurs parents gays et lesbiens (APGL), domiciliée au Centre gay et lesbien, avec comme figure tutélaire **Martine Gross**, première présidente en France du Beit Haverim, l'association des homosexuels juifs ?

(Suite page 6)>>



POLITIQUE

★ **Formés à planifier l'invasion.** Au concours externe de l'Institut national du service public (INSP, ex-ENA), les candidats étaient invités à plancher sur *Quels sont les effets économiques de l'immigration?* sur la base d'un ensemble documentaire composé exclusivement d'études orientées en faveur d'un accroissement de l'immigration, qualifiée tour à tour de « visa pour la croissance », d'« ouverture sur le monde » ayant un « impact positif sur les finances publiques et le niveau de vie moyen des pays européens » et entraînant une « augmentation de la production et de la productivité à court et à moyen terme ».

► Dans cet ensemble documentaire, aucune trace de la dernière étude de **Jean-Paul Gourévitch** sur *Le coût annuel de l'immigration* (Contribuables Associés) qui fait ressortir un déficit annuel en constante augmentation, passé de 17,4 milliards en 2012 à 40,3 milliards d'euros aujourd'hui. Ni du témoignage d'**Alain Chouet**, ancien chef du service de renseignement de crise à la DGSE, qui, s'appuyant sur le rapport publié par la Cour des Comptes en décembre 2020, revient dans *Sept pas vers l'enfer* (Flammarion, 2022) sur les 1514 quartiers de non-droit (répartis sur 859 communes et regroupant quatre millions d'habitants), interdits d'accès aux forces de sécurité, aux secours, aux services médicaux et sociaux. Aucune trace non plus de la remarquable intervention devant la Fondation Res Publica (2 juillet 2019) de **Pierre Brochand**, ancien directeur général de la DGSE, analysant « l'immigration, telle qu'on l'a laissée se développer depuis près de 50 ans » comme « le plus redoutable de tous les énormes défis que doit affronter notre pays [...], le seul susceptible de mettre directement en cause la paix civile ».




Concours externe
2^{ème} épreuve d'admissibilité

Economie
Durée: 5 heures - coefficient 4

Une épreuve consistant en une composition d'économie.
Un court dossier est mis à disposition des candidats.

L'épreuve a pour objet de vérifier la capacité des candidats à utiliser l'analyse, les concepts et les outils économiques afin de formuler un diagnostic et de proposer des orientations argumentées et opérationnelles de politiques publiques. Elle suppose, outre des connaissances en microéconomie et macroéconomie et la capacité de mobiliser pour analyser des situations concrètes, une aptitude à décrire les enchaînements économiques et à faire le lien entre les outils de l'économiste et les problèmes économiques.

Le dossier, qui ne dépasse pas dix pages, est composé d'un ensemble de documents mis à la disposition des candidats pour nourrir leur réflexion. Son exploitation ne doit pas conduire le candidat à en réaliser une synthèse mais à en extraire les éléments utiles à la construction de son raisonnement économique. Le dossier ne se suffit pas à lui-même et l'épreuve suppose une bonne connaissance préalable des faits, concepts et mécanismes économiques.

Sujet
« Quels sont les effets économiques de l'immigration ? »

Document 8 : « L'immigration dans les pays avancés peut accélérer la croissance », Philippe Engler, Margaux MacDonald, Roberto Piazza et Galen Sher, Fonds Monétaire International Blogs, www.imf.org, 19 juin 2020 (extraits)

[...]

Effets économiques :

« Cette analyse examine séparément les effets sur l'économie en matière de production, d'investissement, de dépenses gouvernementales, de dépenses des ménages, de consommation, de dépenses dans les services publics et les dépenses en développement... »

« Dans les économies aux États-Unis, les immigrants augmentent la production et la consommation de biens et de services. Plus précisément, nous observons d'importantes augmentations de la production et de la consommation dans le secteur des services publics et des dépenses en services de santé et de soins médicaux, ainsi que dans les dépenses en matière de consommation de biens et de services... »

Document 11 : « Repenser l'immigration en France. Un point de vue économique », Opuscule N°45, CEPREMAP. Editions rue d'Ulm, www.cepremap.fr, 2018 (extrait)

[...]

4. L'immigration, une ouverture sur le monde

« Les migrations internationales sont une des caractéristiques les plus remarquables de l'économie mondiale. Elles jouent un rôle important dans le développement économique et social des pays d'accueil et des pays d'origine... »

Document 12 : « L'apport des immigrés, le désarroi de la population: les enseignements d'une période d'immigration de masse », Marco Tabellini, Review of Economic Studies, 2020, (extraits), traduction du jury

[...] Aujourd'hui, le débat sur l'immigration occupe le devant de la scène politique, et s'enracine de plus en plus dans une opposition entre considérations économiques et culturelles. [...]

[...] L'immigration a suscité des réactions politiques hostiles, comme des politiques de redistribution moindres, l'élection de parlementaires plus conservateurs, et un soutien croissant à l'introduction de restrictions migratoires. [...]

[...] Cette réaction politique de la population américaine n'est pas fondée économiquement. Non seulement car l'immigration a en moyenne bénéficié aux villes américaines [...]. Mais aussi parce qu'elle n'a pas induit de pertes pour les Américains travaillant dans les secteurs très exposés à la concurrence de la main d'œuvre immigrée. [...]

► **Emmanuel Macron, le bon élève.** Dans une note de synthèse basée sur les chiffres du ministère de l'Intérieur et de l'INSEE, l'Observatoire de l'immigration et de la démographie (OID) dressait, en mars, un bilan migratoire du premier mandat d'**Emmanuel Macron** avec 255675 titres de séjour accordés à des immigrés non européens en moyenne chaque année entre 2017 et 2021 (contre, en moyenne annuelle, 217463 sous **François Hollande** et 188820 sous **Nicolas Sarkozy**), soit 1278374 nouveaux premiers titres de séjour attribués pendant ce quinquennat. Le stock de permis de séjour a augmenté de 15 % entre 2017 et 2021 (pour atteindre 3450189 permis) et le nombre de demandeurs d'asile a augmenté de 651302 sur la même période. Parallèlement, les renvois de clandestins durant le dernier quinquennat ont chuté de 15 % par rapport au quinquennat de François Hollande (24000 éloignements en moyenne annuelle, contre 28000). Dans le même temps, le nombre de Français quittant la France (émigration) a pris une ampleur inédite, avec, pour 2019, plus de 130000 départs, soit l'équivalent de la ville de Brest.

	2020	2021	2021/2020
Total	84 864	130 385	+ 53,6%
- dont par décret : naturalisations, réintégrations	41 927	75 249	+ 79,5%
- dont déclarations : mariages, ascendants et fratrie, déclarations anticipées*, autres déclarations*	41 234	52 764	+ 28,0%
- dont acquisitions sans formalité*	1 703	2 372	+ 39,3 %

Source : Ministère de l'intérieur - DGEF - SDANE, DSED ; Ministère de la Justice *



POLITIQUE

✦ Dans sa dernière communication, l'Agence européenne de garde-frontières (Frontex) a noté une augmentation d'entrées irrégulières dans l'Union européenne de 86 % entre janvier et juillet 2022, et ce, sans compter les réfugiés ukrainiens, non inclus dans le calcul. La route des Balkans a ainsi vu le nombre d'entrées d'immigrés illégaux tripler en juillet 2022 par rapport à juillet 2021. Sur la même période, la route de Méditerranée orientale a vu le nombre d'entrées d'immigrés illégaux plus que doubler, tandis que le nombre d'arrivées par la route de Méditerranée centrale a enregistré une hausse de 44 %.

► **Fabrice Leggeri**, le mauvais élève. Rappelons qu'en pleine crise interne, **Frontex** a vu son directeur exécutif, **Fabrice Leggeri**, poussé à la démission sous la pression conjointe de la Commission européenne, des ONG immigrationnistes, des pays du nord de l'UE et de groupes parlementaires (gauche et verts). Accusé de faire de **Frontex** « une force de police aux frontières » (*Marianne*, 11 août 2022), **Fabrice Leggeri** a expliqué lors de son audience à huis clos au Sénat le 14 juin dernier : « Certains auraient voulu en faire une agence humanitaire [...] qui vérifie comment les États membres appliquent les droits fondamentaux ».

✦ Dressant le portrait de **Marilyne Poulain**, membre de la direction confédérale de la CGT, chargée des régularisations de travailleurs immigrés, *Le Monde* (6 août) explique que son engagement fut inspiré par sa proximité avec « sa grand-mère juive allemande ».

✦ « La bulle de la dette mondiale est à son apogée et devient évidente compte tenu de ce qui se passe partout dans le monde. Sous prétexte de Covid, la Fed a obtenu un sursis. Ils ont pu imprimer 65 % d'argent en plus pour maintenir cette chose à flot, mais nous sommes à la fin » avertissait, fin 2021, **Edward Dowd**, fondateur de **Phinance Technologies**, ancien gestionnaire de portefeuille chez **BlackRock**.

✦ Dans un rescrit daté du 23 août, le pape **François** ordonne que le « Saint-Siège et les institutions liées au Saint-Siège qui sont détenteurs d'actifs financiers et de liquidités, sous quelque forme que ce soit, dans des institutions financières autres que l'Institut pour les œuvres de religion (IOR) [NDA: la banque du Vatican] doivent en informer l'IOR et les lui transférer dès que possible dans les 30 jours à compter du 1^{er} septembre 2022. »

✦ « La réalité est sombre et indéniable: une bombe à retardement financière explosera pour les familles en octobre » prévoit **Gordon Brown**, ancien Premier ministre travailliste dans *The Observer* (7 août 2022).

► Alors que les causes de l'effondrement économique sont maquillées par une analyse trompeuse des effets de la guerre en Ukraine (désignation d'un coupable, **Vladimir Poutine**), les conséquences de cet effondrement seront travesties en mesures « vertueuses » imposées au titre du « sauvetage de la planète ». C'est ce qui ressort des conclusions du dernier G7 où sont posés, en termes policés, les jalons d'un futur « confinement climatique » : « Nous mettrons efficacement en œuvre des mesures d'atténuation nationales pour atteindre nos objectifs NDC [mesures de « décarbonation »] et s'engager à accroître notre ambition, y compris, par exemple, en adoptant ou en renforçant des objectifs sectoriels, des sous-objectifs non liés au CO2 ou des mesures de mise en œuvre strictes. »

► Dans ses conclusions, le G7 « salue » sa collaboration intégrée en termes de communication (propagande) avec le **Carnegie Endowment for International Peace**, un think tank dirigé par l'ancienne secrétaire d'État démocrate au commerce **Penny Pritzker**, financé par le Département d'État, par les fondations **Ford**, **Gates**, **Rockefeller**, **Google**, etc., et présidé, entre 2015 et 2021, par **William Burns**, nommé depuis lors à la tête de la **CIA**.

► Pour compléter notre portrait d'**Ihor Kolomoïsky**, notons que sa déchéance de la nationalité ukrainienne prononcée en juillet par **Volodymyr Zelensky** lui permet surtout d'échapper au processus de « désoligarquisation » mis en œuvre depuis le mois de juin.

EN HAUSSE



EN BAISSSE

■ **Nicolas Ullens**. Cet ancien de la Sûreté, le renseignement belge, revient pour le site **Kairo** sur les soupçons de corruption entourant **Ursula von der Leyen**. Son passage au ministère de la Défense fut marqué par des contrats (390 millions d'euros) avec **McKinsey**, cabinet de conseil au sein duquel son fils officiait comme *partner* et dont la patronne du bureau berlinois fut nommée secrétaire d'État à l'Armement. Sont également abordés ses liens avec **Pfizer**, la suppression suspecte de ses échanges par messagerie téléphonique avec **Albert Bourla** lors des négociations du contrat (36 milliards de dollars) pour l'achat de doses de vaccin et le recrutement de son époux **Heiko von der Leyen** au conseil d'administration d'**Orgenesis**, une société d'ARN messager.

■ **Verlaine Djeni**. Ce visage de la « diversité patriote », un temps très proche de **Marine Le Pen** (salarié comme « conseiller réseaux sociaux »), a été condamné par le Tribunal de Pontoise pour le non-remboursement d'une dette de 15000 euros à une réfugiée ukrainienne. Issu des rangs de LR, introduit au RN après un détour par l'éphémère webtélé *La France Libre* de **Gilles-William Goldnadel** et d'**André Bercoff**, cet ancien conseiller Pôle emploi à Bobigny avait déjà vu son nom apparaître, en 2018, dans une affaire de détournement de fonds publics. Aujourd'hui recyclé dans le business controversé du compte personnel de formation (CPF), il avait joué l'entremetteur pour tenter de rallier à **Marine Le Pen** les réseaux du **Printemps républicain** (**Céline Pina**, **Rachel Khan**, etc.).



LOBBIES

► Affaibli par l'affaire **Olivier Duhamel** puis par la démission de son directeur **Laurent Bigorgne** soupçonné d'avoir drogué à son insu sa collaboratrice (et ex-belle-sœur...) lors d'une soirée, l'Institut Montaigne voit arriver à sa tête **Marie-Pierre de Bailliencourt**, ancienne de McKinsey & Company ayant fait l'essentiel de sa carrière dans l'industrie de l'armement comme vice-présidente Industrie de Dassault Systèmes, puis comme directrice du développement international de Naval Group. Née **Richarte**, elle est l'épouse de **Cédric de Bailliencourt**, directeur des participations, vice-président et directeur financier du Groupe Bolloré et neveu de **Vincent Bolloré**.

► Pas très « *Charlie* », la pression exercée sur Carrefour pour obtenir le retrait de Rivarol de ses points de vente en plein milieu de l'été (l'hebdomadaire s'était vu préalablement privé de sa commission paritaire à la demande des **Klarsfeld**...) est à interpréter comme un « cadeau de bienvenue » au nouveau président du CRIF **Yonathan Arfi**. Petit-neveu d'**Alfred Nakache** (sa grand-mère était en fait la demi-sœur du « nageur d'Auschwitz »), ce « juif de combat », issu d'une famille originaire d'Algérie et du Maroc installée à Toulouse puis à Versailles (ses parents ont fait leur Alya il y a huit ans), s'est engagé au sein des Éclaireuses et éclaireurs israélites de France, avant d'occuper la présidence de l'UEJF lors de l'affaire **Dieudonné** (2003-2005). Entré dans la foulée au bureau exécutif du CRIF dont il était le vice-président depuis 2014, il est l'époux d'**Arielle Schwab**, directrice générale adjointe d'Havas Paris et ancienne présidente de l'UEJF (2009-2011). Directeur d'un cabinet spécialisé dans l'obtention de fonds publics (Optimal Gestion), Yonathan Arfi avait versé son obole à la campagne d'**Emmanuel Macron** avec un (petit) chèque de 1500 euros adressé le 27 juillet 2016.

► Fuite en avant. Une des premières annonces d'**Élisabeth Borne** a porté sur la création d'un poste d'« ambassadeur aux droits LGBT+ » destiné à soutenir ces revendications au nom de la France partout dans le monde, ainsi que sur le lancement d'un fonds de trois millions d'euros dédié à l'instauration de « 10 nouveaux centres LGBT+ » en plus des 35 existants. Du coup, **Hussein Bourgi**, sénateur PS et président du Collectif contre l'homophobie, en a profité pour déposer une proposition de loi pour que des réparations soient versées aux homosexuels condamnés entre 1942 et 1982...

► Pour sa convention pluriannuelle 2022-2024, SOS Racisme s'est vu allouer 230 000 euros de subventions par an pendant trois ans, soit un total de 690 000 euros versés par l'État.

► Après avoir reçu le prix du *Courage contre la haine 2021* de l'Anti-Defamation League du B'nai B'rith pour sa promotion de la « diversité », le patron de L'Oréal **Jean-Paul Agon** est cette fois mis à l'honneur, aux côtés de l'ancien président du Conseil des ministres d'Italie **Mario Draghi**, pour le Prix 2022 de l'Appeal of Conscience, la fondation d'**Arthur Schneier**, le rabbin du gotha new-yorkais.

► « À la rentrée de septembre, le multicarte **Denis Olivennes**, actuellement dirlo de Libé, animera une nouvelle émission littéraire sur Public Sénat, la télé des sénateurs dirigée par son vieil ami **Christopher Baldelli**, ex-dirigeant de France 2, puis de RTL, mais également convive d'Olivennes aux dîners du Siècle » (Le Canard enchaîné, 13 juillet 2022).

► Le gouvernement suisse a mobilisé pas moins de 5,7 millions d'euros pour assurer la sécurité du 125^e anniversaire du premier Congrès sioniste organisé cette année à Bâle.

► La promotion 2022 des Young Leaders de la French-American Foundation qui confirme la disparition des politiques, comprend: **Richard Adenot**, directeur des effets visuels chez Illumination Studios (filiale franco-américaine d'Universal Pictures), **Sébastien Ayton**, directeur des activités de marché macro au bureau parisien de Goldman Sachs, **Sofiane Bendifallah**, gynécologue-obstétricien, **Claire Biot**, ancienne directrice de l'Agence générale des équipements et produits de santé, vice-présidente de l'industrie de la santé de Dassault Systèmes, **Victor Carreau**, PDG de Comet Meetings (immobilier de bureau), **Vincent Dillies**, chef de la section de programmation financière à l'état-major de l'armée de Terre, **Raphaëlle d'Ornano**, fondatrice et présidente du cabinet de conseil en investissement D'Ornano+Co, **Charles Gorintin**, cofondateur d'Alan (complémentaire santé), **Batoul Assoun**, directrice générale de The Salmon Consulting (groupe Havas), coprésidente du Club XXI^e siècle (promotion de la « diversité »), **Alexandra Jousset**, productrice chez CAPA Presse, **Laura Létourneau**, déléguée ministérielle au numérique en santé, **Paolin Pascot**, PDG d'Agriconomie, **Séverine Schrameck**, avocate, associée chez Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton, **Ambre Soubiran**, PDG de la start-up Kaiko.

► À signaler, la très complète étude de **Thibault Kerlirzin** pour la Fondation Identité et Démocratie sur L'influence des ONG dans le processus législatif européen qui revient sur le poids démesuré sur la Commission européenne du mondialisme américain via le Forum économique mondial, la Fondation Gates, les Fondations Open Society et autres Pew Charitable Trusts.



PORTRAIT

>>(suite de la page 2)

D'une extrême discrétion sur sa vie privée, **Élisabeth Borne** a évoqué dans la foulée de sa nomination un « compagnon qui vit en partie en Bretagne » (*Elle*, 7 juillet 2022) avant de démentir dans *Têtu* (5 août 2022) puis dans *Closer* (26 août 2022), la rumeur la disant lesbienne ou, du moins, en couple avec une femme.

« "On a tout appris chez Jospin", résume **Clotilde Valter**, [...] restée très proche d'Élisabeth Borne » (*L'Opinion*, 27 mai 2022), évoquant leur parcours commun de collaboratrices de **Lionel Jospin**, d'abord au ministère de l'Éducation nationale (1991-1993), puis à Matignon (1997-2002): « "Élisabeth était hyperstressée. Chaque prise de parole était un acte de pouvoir qu'elle affirmait violemment. C'était pénible. Elle s'est arrondie depuis", raconte un ancien conseiller » (*Le Figaro*, 15 mai 2015).

Ancienne élève de l'École polytechnique (1981), ingénieur des ponts et chaussées, elle commence en 1985 chez Eurosep Associés comme consultante avant de rejoindre, en 1987, la direction du personnel du ministère de l'Équipement, puis, en 1989, la direction régionale de l'Équipement d'Île-de-France. Directrice technique de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra) entre 1993 et 1996, elle est ensuite chargée de la sous-direction des chemins de fer à la direction des transports terrestres au ministère de l'Équipement en 1996.

Après la débâcle des socialistes en 2002, cette « femme à poigne au caractère ombrageux » (*Le Figaro*, 18 avril 2015) a intégré le comité exécutif de la SNCF dont elle dirige la stratégie auprès de **Louis Gallois**. En 2008, elle rejoint **Bertrand Delanoë** à la mairie de Paris au poste stratégique de directrice générale de l'urbanisme où elle défendra notamment le projet de la tour Triangle. Cette affaire portant sur la relation entre le promoteur immobilier Unibail et la ville de Paris vient de rebondir avec la perquisition, le 20 juillet dernier, de la mairie de Paris (cf. *Le Canard enchaîné* du 15 juillet 2015, du 5 août 2020 et du 27 juillet 2022). « "Borne à la mairie de Paris, c'était "Madame Béton". Elle essayait systématiquement de mettre au pas ou de contourner la Commission du Vieux-Paris, c'est une bétonneuse dans l'âme !" se souvient un proche de Delanoë » (*Le Canard enchaîné*, 7 mars 2018).

Nommée, en février 2013, préfet de la région Poitou-Charentes (première femme à occuper la fonction), elle revient à Paris un an plus tard pour diriger le cabinet de **Ségolène Royal** au ministère de l'Écologie en pleine révolte des Bonnets rouges contre l'« écotaxe ». Parallèlement, ce « serviteur loyal de la nomenclatura rose » (*L'Opinion*, 20 avril 2015) – elle n'a jamais pris sa carte au PS – œuvre, en liaison avec **Alexis Kohler**, alors directeur de cabinet d'**Emmanuel Macron** à Bercy, à consentir aux sociétés d'autoroutes un prolongement de leurs concessions à des tarifs exceptionnels, épinglés par la Cour des Comptes en 2019 et par la commission d'enquête du Sénat 2020. Une « arnaque à 4 milliards de surprofits » (*Marianne*, 10 février 2022) qui n'est pas sans poser la question d'un éventuel conflit d'intérêts, Élisabeth Borne ayant brièvement été directrice des concessions autoroutières d'Eiffage (propriétaire des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône) en 2007, entre son départ de la SNCF et son arrivée à la mairie de Paris.

Pour le reste, « le travail avec Ségolène Royal se passe très mal. Les collaborateurs du cabinet sont sous pression. [...] Des témoins racontent les cris et les humiliations, les larmes et les *burn out*. « Elle était odieuse, tyrannique, Tout le monde a été soulagé quand elle est partie » confie un membre du cabinet. Pour s'en séparer, Royal appuie sa nomination à la présidence de la RATP » (*L'Obs*, 19 mai 2022). Dès son arrivée, la RATP fait parler d'elle avec une plainte de la Coordination des Chrétiens d'Orient en danger après le retrait des affiches du concert du groupe Les Prêtres en raison de la mention « En soutien aux Chrétiens d'Orient » qui aurait contrevenu au « principe de laïcité et de neutralité du service public ». « Principe de laïcité » qu'Élisabeth Borne se gardera d'invoquer quand il s'agira de porter l'*abaya*, la robe traditionnelle musulmane, lors d'un déplacement à Ryad en octobre 2016. Cooptée au club d'influence Le Siècle, celle qui prépare l'ouverture à la concurrence à la RATP a, dès le début, rallié Emmanuel Macron sans toutefois adhérer à En Marche!, ne se rattachant que tardivement à Territoire de progrès, le micro-parti de la « Macronie de gauche » créé par **Jean-Yves Le Drian** et piloté par **Olivier Dussopt**, **Clément Beaune** et **Emmanuelle Wargon**.

Une fois Emmanuel Macron installé à l'Élysée, cette « techno » réputée rigide et cassante est nommée ministre des Transports où elle est chargée de la loi Mobilités (cf. *SNCF: un projet caché de privatisation refait surface*, *Le Monde*, 15 mai 2018). Haut fonctionnaire à la voix métallique, la « mère Tape-dur de la Macronie » (*Présent*, 10 juin 2022) sera promue ministre de la Transition écologique et solidaire en 2019 (cf. *La mission d'Élisabeth Borne: démanteler EDF, Mediapart*, 17 juillet 2019), puis ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion en 2020, assurant, dans un premier temps que « ce n'est pas au travail que l'on se contamine [au Covid-19] » (*RTL*, 1^{er} novembre 2020) avant de prôner la « suspension du contrat de travail, évidemment sans rémunération » pour les non-vaccinés (*BFMTV*, 20 juillet 2021). « Loyale, elle est connue pour « avoir fait passer les pires réformes du quinquennat ». À son actif, celle de la SNCF, qui met fin au statut des cheminots, et celle de l'assurance chômage, durcissant les conditions d'accès aux allocations » (*Le Point*, 19 mai 2022).

Le cabinet Borne

Avant même la nomination à Matignon de cette pure exécutante, Emmanuel Macron et Alexis Kohler avaient déjà choisi son directeur de cabinet (qui lui a donc été imposé) à savoir **Aurélien Rousseau**, maître des requêtes au Conseil d'État, né le 25 juin 1976 à Alès (Gard).

Ce Cévenol issu d'une famille de la bourgeoisie protestante ralliée au communisme est le deuxième fils d'un cadre chez France Télécom, **Louis-Marie Rousseau**, et d'une professeuse de philosophie, **Janine Boyer**, qui fut candidate du Front autogestionnaire dans la 3^e circonscription du Gard en 1978 (2,43 %) avant d'intégrer la direction politique du PSU. Il a expliqué au *Monde* (19 avril 2021) devoir son prénom au roman de **Louis Aragon**: « J'ai été nourri de cette filiation, élevé avec l'idée que le pouvoir corrompt et que rien n'est dû. Après cela, il n'est pas simple de s'autoriser ce que l'on désire, il faut faire mine de croire que cela arrive par hasard... »



PORTRAIT

Par son mariage, **Aurélien Rousseau** se rattache en effet à la famille Cazeneuve, « discrète famille au cœur de la machine de l'État, [...] devenus des vigies intransigeantes – et un brin revêches, avouons-le – de la Macronie » (*Le Point*, 27 juillet 2022). Il a ainsi épousé, le 22 juillet 2022, **Marguerite Cazeneuve** (trois enfants), « perçue en interne comme un relais entre le monde de Macron et **McKinsey** » (*Mediapart*, 6 avril 2022), où, fraîchement sortie d'**HEC**, elle fut chargée d'une mission d'audit des comptes de la **Sécurité sociale** (2013-2014) avant de passer au ministère de la Santé en 2015. Directrice déléguée de l'Assurance maladie (**CNAM**) depuis 2021, elle a rejoint entre-temps les cabinets des ministres socialistes **Michel Sapin** et **Christian Eckert** à Bercy avant d'être nommée conseillère protection sociale à la présidence de la République, puis conseillère « sociale » de **Jean Castex** à Matignon où elle fut la cheville ouvrière de la réforme des retraites avant de plancher sur le programme « santé et retraites » d'**Emmanuel Macron** en 2022.

Aurélien Rousseau est donc le gendre de **Jean-René Cazeneuve**, lequel a cru judicieux de préciser au *Point* (27 juillet 2022) que sa grand-mère maternelle, **Paulette Brunschwig**, était « juive ashkénaze ». Au terme d'une carrière d'ingénieur chez **Saint-Gobain**, **Compaq**, **Cisco Systems**, **Apple France** et **Bouygues Telecom**, Jean-René Cazeneuve s'est engagé en politique en se réclamant de la deuxième gauche et s'est fait élire conseiller municipal à Auch (2014-2020) sur la liste du socialiste **Franck Montaugé**. Député macroniste de la 1^{re} circonscription du Gers depuis 2017, Jean-René Cazeneuve a été désigné rapporteur du budget et numéro deux de la commission des Finances en 2022. Son épouse, **Béatrice Augusseau** est directrice de l'accès national et régional et nouveaux produits en France du groupe pharmaceutique américain **Lilly**. Enfin, Aurélien Rousseau est le beau-frère de **Pierre Cazeneuve**, ancien directeur de la production de **Willo** (brosses à dents électriques), conseiller municipal à Saint-Cloud, adjoint au chef de cabinet du président de la République (2020-2022) et député macroniste de la 7^e circonscription des Hauts-de-Seine.

N'ayant pas réussi à entrer à **Normale Sup**, Aurélien Rousseau passe une maîtrise d'histoire médiévale puis le Capes d'histoire géographie avant de commencer en 1999 comme professeur d'histoire au lycée Jean Renoir de Bondy en Seine-Saint-Denis. Après un nouvel échec au concours de l'agrégation, il rejoint, entre 2001 et 2005, la mairie de Paris pour diriger le cabinet du communiste **Pierre Mansat**, l'adjoint de **Bertrand Delanoë** chargé de Paris Métropole, qui l'a formé au sein de la cellule du PCF dans le XX^e arrondissement de Paris : « J'avais tellement fantasmé la vie de cabinet que j'en avais acquis, sans le savoir, tous les codes. »

À la mairie de Paris, il se lie à **Nicolas Revel** qu'il remplace aujourd'hui à Matignon (ce dernier a été nommé directeur général de l'**AP-HP**). Pendant son passage à l'**ENA** (promotion **Willy Brandt**), il sort dans la botte (malgré une longue hospitalisation à cause du syndrome de Guillain-Barré) et rejoint le **Conseil d'État**. Promu maître des requêtes en 2012, ce désormais haut fonctionnaire décrit comme avide de décorations et de reconnaissance (il est membre du **Conseil de l'Ordre des Arts et des Lettres**) et aimant beaucoup se raconter, retrouve la mairie de Paris comme directeur adjoint du cabinet de Bertrand Delanoë.

Après qu'**Anne Hidalgo** a pris la suite, il est nommé secrétaire général adjoint de la Ville, chargé du pilotage des réformes liées à la mise en place du Grand Paris et du suivi des questions d'urbanisme. Il est membre de l'association **Les Amis de Bertrand Delanoë** (où l'on retrouve **Gaspard Gantzer**, **Mathias Vicherat**, Nicolas Revel, etc.). En décembre 2015, par l'intermédiaire de **Véronique Bédague-Hamilius**, alors directrice de cabinet à Matignon – secrétaire générale de la mairie de Paris du temps de Bertrand Delanoë, elle refusera le poste de Premier ministre en mai 2022 –, il rejoint **Manuel Valls**, puis **Bernard Cazeneuve** en tant que conseiller « social », chargé de négocier la loi Travail avec les syndicats : « Lors de son pot de départ en 2017, quelques semaines avant la fin crépusculaire du quinquennat socialiste, Aurélien Rousseau a lancé devant l'assistance guindée : « Le **Komintern** m'avait envoyé détruire la social-démocratie. Je ne pensais pas réussir aussi vite et bien ! » [...] L'ancien secrétaire général de l'Élysée, **Jean-Pierre Jouyet**, qui appréciait sa fantaisie, l'a même invité à passer un réveillon chez lui, quand il était ambassadeur de France à Londres. Il se souvient d'une danse débraillée avec le haut fonctionnaire, sous le regard vaguement réprobateur de **François Hollande** » (*Le Monde*, 19 avril 2021). Recasé à la tête de **La Monnaie de Paris** en 2017, il se fait remarquer par Emmanuel Macron, en prenant, en 2018, la tête de l'**Agence régionale de santé d'Île-de-France**, poste très vite exposé à la faveur du Covid-19. En 2021, il avait réintégré le **Conseil d'État** après son élection au conseil municipal de Saint-Hilaire-de-Brethmas (Gard) en 2020.

Quiconque se réjouissant hâtivement de la disparition du PS en confondant le contenu et le contenant, admettra que le cabinet Borne est encore un exemple de la pérennité totale de l'« État PS » avec, entre autres, **Étienne Champion**, directeur adjoint du cabinet (ancien collaborateur de **Claude Bartolone**, de **Marisol Touraine**, de **Laurence Rossignol** et de **Cécile Duflot**), **Marie-Emmanuelle Assidon**, chef du pôle affaires intérieures (ancienne collaboratrice de **Laurent Fabius** et de Bernard Cazeneuve), **Antoine Pellion**, chef du pôle écologie, agriculture énergie, logement et transports, secrétaire général à la planification écologique (ancien collaborateur de **Ségolène Royal**), **Hugo Bevort**, chef du pôle territoires (ancien collaborateur de Bertrand Delanoë, de Bernard Cazeneuve, de Manuel Valls et d'Anne Hidalgo, condisciple d'Aurélien Rousseau à l'**ENA**), **François Weil**, chef du pôle éducation, jeunesse, enseignement supérieur et sports (ancien collaborateur de **Roger-Gérard Schwartzberg**), **Frédéric Pacoud**, chef du pôle parlementaire, vie démocratique et questions institutionnelles (ancien collaborateur de **Jean-Pierre Bel** et de **Jean-Marie Le Guen**), etc.

On note enfin la présence intrigante de **Nolwenn Chouffot** qui fut, entre 1999 et 2009, officier de police judiciaire pour les affaires de compromissions, cheffe de section des audits de sécurité à la **Direction de la surveillance du territoire** (DST) puis à la **Direction centrale du renseignement intérieur** (DCRI) avant d'être chargée de la gestion des informations sensibles au cabinet du directeur général de la police nationale (DGPN) entre 2009 et 2015. Depuis lors, elle a été reconduite sans discontinuer dans l'énigmatique fonction de « chargée de mission auprès du conseiller pour les affaires intérieures », à Matignon où elle aura vu défiler Manuel Valls, Bernard Cazeneuve, **Édouard Philippe**, Jean Castex et maintenant, **Élisabeth Borne**.



PORTRAITS

LE GOUVERNEMENT BORNE (1)

Voici les portraits de Charlotte Caubel, d'Amélie Oudéa-Castéra et d'Isabelle Rome, nouvelles ministres du gouvernement Borne. Les deux premières sont des épouses de patrons du CAC 40, tandis que la troisième, magistrate comme la première, se distingue par un passage au tribunal de grande instance d'Amiens. Leur point commun? Elles n'ont jamais été élues...

CAUBEL Charlotte. Secrétaire d'État chargée de l'Enfance. Magistrat, née le 2 juin 1972 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Charlotte Caubel est avant tout Madame **Alexandre Joubert-Bompard** (le couple a trois filles). Elle a connu à Sciences-Po Paris ce futur poulain d'**Alain Minc** à l'inspection des finances, aujourd'hui PDG du Groupe Carrefour (depuis 2017), Young Leader de la French-American Foundation, affilié au Groupe Bilderberg et membre du conseil d'administration du club d'influence Le Siècle.

Fille d'un médecin généraliste et d'une professeur de mathématiques engagée au sein du Mouvement Sève, Charlotte Caubel passe son enfance à Corny-sur-Moselle, commune où sa mère est conseillère municipale. Médecin réanimateur au Groupe hospitalier Bretagne Sud, son frère, **Antoine Caubel**, est suppléant de **Lysiane Métayer**, élue députée macroniste dans la 5^e circonscription du Morbihan aux dernières élections législatives. Également médecin, sa sœur est décédée lors d'une mission en Haïti en 1998.

Ancienne des Scouts et Guides de France (groupe Sainte-Thérèse à Metz) et du lycée Georges-de-la-Tour à Metz, passée par Sciences-Po Paris et l'École nationale de la magistrature, Charlotte Caubel commence comme auditeur de justice en 1996, avant de rejoindre, en 1998, le tribunal de grande instance de Meaux comme substitut du procureur de la République, chargée des mineurs et de la famille. En 2001, elle rejoint la Chancellerie comme rédactrice au bureau de la protection des victimes et de la politique de la ville de la Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG), direction au sein de laquelle elle devient, en 2003, adjointe au chef du bureau de l'entraide pénale internationale. En 2005, elle est nommée juge au tribunal de grande instance de Bobigny, tribunal dont elle est par la suite, vice-présidente.

En 2009, elle devient conseillère juridique du directeur de Tracfin, le service de renseignement du ministère de l'Économie où elle sera notamment chargée des relations avec les parquets. Première vice-procureure de la République près le tribunal de grande instance de Paris, elle doit à **François Molins** sa nomination au poste aussi sensible que stratégique de chef de la section affaires économiques, financières et commerciales (F2) du parquet de Paris entre 2014 et 2017. Par la suite, elle rejoint Matignon en 2017 en tant que conseillère juridique d'**Édouard Philippe**, un ami personnel d'Alexandre Bompard. Nommée inspectrice de Justice, elle dirigeait depuis 2020 la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) du ministère de la Justice, poste où elle a notamment accompagné la mise en place du nouveau Code de justice pénale des mineurs.

OUDEA-CASTÉRA Amélie. Ministre des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques. Magistrat à la Cour des Comptes, née le 9 avril 1978 à Paris XIV^e. Elle est la fille de

Richard Castéra, inspecteur général de l'administration, qui fut notamment directeur des cabinets ministériels de **Claude Goasguen** et de **Jean-Claude Gaudin**, directeur général de la Croix-Rouge française, membre de la direction générale du Groupe Publicis et directeur délégué à la présidence de Bouygues Construction.

Par sa mère, **Dominique Duhamel**, ancienne directrice des ressources humaines de Safran, elle est la nièce de l'« éditocrate » **Alain Duhamel**, de l'ancien directeur général de France Télévisions **Patrice Duhamel** et de sa compagne **Nathalie Saint-Cricq**, ancienne chef du service politique de France 2 (dont la famille contrôle le groupe Nouvelle République du Centre-Ouest). Elle est donc la cousine germaine de **Benjamin Duhamel**, chroniqueur politique (comme son oncle Alain Duhamel) sur BFMTV.

Parisienne, pur produit de la caste, Amélie Oudéa-Castéra a épousé, le 22 juillet 2006, **Frédéric Oudéa** – déjà père de deux enfants issue d'une union libre avec **Véronique Morali** (Madame **Marc Ladreit de Lacharrière**) –, inspecteur des finances, président de la Fondation de l'École polytechnique, membre du club Le Siècle, qui après avoir commencé au cabinet de **Nicolas Sarkozy** à Bercy, a fait toute sa carrière à la Société Générale, banque dont il vient de quitter la présidence, payant sans doute une politique de maintien des activités de la banque en Russie (Rosbank) après 2014 (cf. Le Monde, 4 juin 2022). Le couple a trois garçons, portant tous le patronyme composé « Oudéa-Castéra ».

Passée par les lycées Victor Duruy et Jean de la Fontaine à Paris, cette joueuse de tennis consciente d'avoir atteint son plafond au 251^e rang du classement WTA (elle fut à l'époque la compagne de **Gustavo Kuerten**, triple vainqueur du tournoi de Roland Garros) arrêta sa carrière pour se consacrer aux études. Ancienne de Sciences-Po Paris et de l'ESSEC (où elle se lie à **Nicolas Namias**, actuel directeur général de Natixis et à **Elsa Conesa**, rédactrice en chef du quotidien Les Échos), elle rejoint la Cour des Comptes à sa sortie de l'ENA (promotion Léopold Sédar Senghor, celle d'**Emmanuel Macron**, qui s'impose chaque jour davantage comme un véritable « État dans l'État ») comme auditeur (2004), puis conseiller référendaire (2007).

Elle figure alors au comité de soutien de **Nicolas Sarkozy**. Repérée par **Daniel Bouton** auquel son époux succédera à la tête de la Société Générale, elle intègre en 2008, le programme Young Leaders de la French-American Foundation, rejoint l'Institut Montaigne et, sous la houlette de **Denis Duverne**, pantoufle chez l'assureur AXA où elle fut successivement chargée de mission auprès du directeur général et directrice de la planification stratégique du Groupe AXA (2010-2011), directrice marketing et digital d'AXA France (2011-2016), directrice générale adjointe d'AXA Particuliers Professionnels (2014-2016), puis directrice du marketing et du digital du Groupe AXA (2016-2017).



PORTRAITS

Sachant son avenir bouché après le départ d'**Henri de Castries**, elle profite de l'arrivée d'**Alexandre Bompard** à la présidence de **Carrefour** pour devenir directrice de la transformation digitale du groupe (2018-2021). Parallèlement, cette « enfant de la balle jaune, de l'**ENA** et du CAC 40 » (*La Lettre A*, 17 juin 2022) a intégré le cercle coopté des administrateurs de grandes sociétés cotées, d'abord chez **Lagardère** avant de décrocher un siège au conseil d'administration de **Plastic Omnium** et au conseil de surveillance d'**Eurazeo** lorsque la famille **Decaux** (**JC Decaux Holding**) en devient l'actionnaire de référence. Engagée dans diverses instances sportives, celle qui tentait d'entrer au gouvernement depuis 2017 (via **Rénovons le sport français**, structure montée avec son ami d'enfance, l'avocat **Alexis Gramblat**, arbitre au Tribunal arbitral du sport à Lausanne et le communicant **Thomas Remoleur**), avait pris la direction générale de la **Fédération française de tennis** (FFT) en 2021, après avoir brièvement présidé le comité d'audit de **Paris 2024**.

ROME Isabelle (divorcée **ROME**, née **LONVIS**). Ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances. Magistrat, née le 29 avril 1963 à Bourg-en-Bresse (Ain). Au sujet de ses parents, instituteurs à Saint-Étienne-sur-Reyssouze, elle raconte : « Du côté de ma mère, on était engagé et républicain ; du côté de mon père aussi, mais plus communiste. Tout ça m'a donné des valeurs » (*Isabelle Rome : magistrate, écrivain, éclairée et humaniste*, 1^{er} janvier 2013). Son frère aîné, **Jacques Lonvis**, est radiologue à la **Clinique du Renaisson** à Roanne. D'une première union, **Isabelle Rome** est mère d'une fille née en 1987. Elle a épousé en secondes noces (2001) **Yves Rome** (aujourd'hui divorcée), enseignant et homme politique socialiste (fabiusien, franc-maçon du **Grand Orient de France**), connu lors de son passage en cabinet ministériel du gouvernement Jospin, qui fut notamment maire de Bailleul-sur-Thérain (1989-2004), député (1997-2002) de la 1^{re} circonscription de l'Oise (disputée par **Olivier Dassault**), sénateur (2011-2017) et président PS du conseil général de l'Oise (2004-2015).

Titulaire d'une maîtrise de droit, Isabelle Rome fut stagiaire chez M^e **François La Phuong** à Lyon avant de commencer comme auditrice de justice en 1985. L'année suivante, elle est affectée au tribunal de grande instance de Lyon où, plus jeune juge de France, elle fut chargée des fonctions de juge d'application des peines (1986-1992) : « J'ai croisé [le] regard de rapace repu [de **Klaus Barbie**] en prison. Quelque temps plus tard, on m'a demandé de transmettre une demande de grâce médicale pour lui. J'ai mis le dossier de côté... Là, j'ai été confrontée à mes propres limites. Ma conscience m'a empêchée, moi l'humaniste toujours prête à tendre la main, d'être un maillon dans la chaîne de la libération de Barbie » (*Le Parisien*, 7 octobre 2012).

Juge d'instruction (1995-1998) au sein du même tribunal, elle est nommée chef du bureau de la prévention de la délinquance à la **Délégation interministérielle à la ville** (1998-2000), puis conseillère technique, chargée de la protection judiciaire de la jeunesse, de la politique de la ville, des associations et de l'aide aux victimes, au cabinet de la ministre socialiste de la Justice **Marylise Lebranchu**. En avril 2002, elle remplace **Thierry Pech** comme secrétaire générale adjointe de l'**Institut des**

hautes études de Justice, tout en étant juge d'instruction au Tribunal de grande instance de Paris jusqu'en janvier 2003.

Entre 2003 et 2006, elle est vice-présidente chargée des fonctions de l'instruction au tribunal de grande instance d'Amiens. Vice-présidente au tribunal de grande instance de Pontoise entre 2006 et 2012 (d'abord chargée des affaires familiales, puis juge des libertés et de la détention), puis conseillère à la cour d'appel de Versailles entre 2012 et 2018, elle a rejoint, en 2015, le **Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes**, avant d'intégrer le groupe thématique « Justice » d'**En Marche!** en 2016, participant notamment au lancement de la pétition des magistrats appelant à voter **Emmanuel Macron** face aux « menaces pour l'État de droit » du programme de **Marine Le Pen** (avec **Alain Blanc**, **Richard Bometon**, **Anne Crenier-Vaudano**, **Antoine Garapon**, **Éric Halphen**, **Patrice Kurz**, **Didier Peyrat** et **Denis Salas**).

Dans la foulée, elle est nommée inspectrice générale de la justice et haut fonctionnaire chargée de l'égalité femmes-hommes du ministère de la Justice (un corps pourtant féminisé avec plus de 65 % de femmes dans la magistrature...), chargée de l'application des quarante-six mesures du Grenelle contre les violences conjugales par **Nicole Belloubet** (en liaison avec l'aussi discret qu'incontournable **Groupe SOS** de **Jean-Marc Borello**).

Magistrat « engagé pour la défense des femmes battues et les droits des détenus » (*AFP*, 20 mai 2022), Isabelle Rome est impliquée dans une myriade d'associations d'aide aux détenus, aux toxicomanes et aux immigrés. Elle a signé ou cosigné un ouvrage sur la révolutionnaire anarchiste **Louise Michel**, mais aussi *Liberté, égalité, survie* (2020) sur les violences faites aux femmes, *Dans une prison de femmes, une juge en immersion* (2018), préfacé par l'ancien Garde des Sceaux **Robert Badinter**, *Plaidoyer pour un droit à l'espoir*, préfacé par **Benjamin Stora** (2018), *Ensemble pour les droits des femmes!*, avec **Guila Clara Kessous** (2022) ou encore *Vous êtes naïve, Madame le juge*, préfacé par **Boris Cyrulnik** (2013) reprenant l'apostrophe d'un commissaire de police qui lui reprochait d'« accorder trop légèrement une liberté conditionnelle ».

« Garantir l'éducation à la sexualité des jeunes, déconjugaliser l'allocation adulte handicapé, réfléchir à des tribunaux et brigades spécialisés contre les violences faites aux femmes, seront sans nul doute des enjeux portés aux oreilles de la ministre déléguée dans une approche transministérielle » (*Libération*, 20 mai 2022). « Ministre qui parle volontiers de "violences structurelles" faites aux femmes, de "domination masculine" ou encore de "patriarcat" » (*Le Figaro*, 3 août 2022), se définissant comme « la tête de pont de cette politique publique menée en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, de lutte contre le racisme et la haine anti-LGBT et de l'égalité » (*Le Progrès*, 12 août 2022), Isabelle Rome s'est fait d'emblée remarquer en apportant son soutien au **Planning familial**, critiqué pour son affiche représentant la grossesse d'un « homme trans » et proclamant *Au Planning, les hommes aussi peuvent être enceints* : « Je soutiens pleinement l'action du planning familial [...] Ne laissons pas l'extrême droite attiser les haines » (*AFP*, 22 août 2022).

KIOSQUE

► À quelques semaines des élections de mi-mandat, les trumpistes appuient là où ça fait mal avec *My son Hunter*, un film qui retrace l'itinéraire du fils junky du président démocrate. On retrouve le duo **Ann McElhinney/Phelim McAleer** à la production, **Robert Davi** à la réalisation et **Breitbart News** pour la distribution.

► « Très fière d'être juive » (*Actualité juive*, 9 septembre 2014) et surtout très proche de **Vincent Bolloré**, **Laurie Cholewa** s'impose depuis le retrait de **Laurent Weil** comme la nouvelle « madame cinéma » dans les médias du groupe, que ce soit sur *Canal+* ou sur *Europe1*.

► Placé en liquidation judiciaire au mois d'août, le quotidien catholique *Présent* que tenaient à bout de bras **Francis Bergeron** et **Françoise Pichard** devrait se relancer avec un *Nouveau Présent Hebdo* piloté par **Xavier Eman**.

► Sur son canal *Télégram* **Christine Deviers-Joncour** balance le « French doctor » et les coulisses du « droit d'ingérence » : « À chaque fois que dans le monde se déclenchait une attaque, une guerre, le ministère des Affaires étrangères recevait une demande d'utilisation d'un *Falcon 50* du Groupe de liaisons aériennes ministérielles (GLAM) basé à Villacoublay. Le ministre **Roland Dumas** fut informé que [**Bernard**] **Kouchner** avait dans la foulée pris rendez-vous chez son coiffeur, commandé une tenue *ad hoc* chez le grand couturier tendance et fait livrer des sacs de riz au pied de l'avion avant de décoller et sans oublier d'inviter les photographes de presse sur le tarmac avant décollage. Il posait alors en train de charger les produits de première nécessité, les cheveux dans le vent. Quand le ministre Roland Dumas apprit les détails de ces « opérations jet set », furieux, il demanda que l'on bloque les décollages. »

► Mouvement. **Carole de Courson** passe de la direction de la communication de la mairie de Paris Centre à celle de *France Culture*; **Patrice Schumacher** qui dirigeait les antennes et les programmes régionaux de *France 3* est désormais chargé de la communication de **Frédéric Bierry** à la présidence (LR) de la Collectivité européenne d'Alsace; **Marie-Ève Malouines** qui a présidé *La Chaîne Parlementaire* (LCP) jusqu'en 2018 devient directrice de la communication du parti moribond Les Républicains; **Philippe Debruyne**, secrétaire confédéral de la *CFDT* est nommé directeur général de *Charlie Hebdo*.

► Le journaliste sportif **Gilles Verdez**, dont on se souvient qu'il fut l'hagiographe de **Manuel Valls**, a adopté le prénom « **Souleymane** » lors de son mariage « au bled » avec sa compagne sénégalaise, ce qui suggère une conversion à l'Islam.

► Enfin traduit en français sous le titre de *Aux origines de la « théorie du complot »* (*Éditions Yves Michel*, 2022), l'essai *Conspiracy Theory in America* de **Lance deHaven-Smith**, professeur de droit à l'Université de Floride, montre comment les anathèmes « théorie du complot », « complotisme » et « conspirationnisme » furent, à l'origine, utilisés par la presse et par la classe politique américaine à partir de 1967 dans le cadre d'une opération d'influence de la *CIA* qui visait à discréditer l'opposition croissante au rapport Warren établissant la thèse officielle (tireur isolé) de l'assassinat du président **Kennedy**.

► Remaniement au conseil de surveillance du journal *Le Monde* dont l'ancien président de *France Télévisions* **Marc Tessier** prend la présidence par intérim après les départs de **Jean-Louis Beffa**, de **Daniel Cohen** et de **Bernard-Henri Lévy**. L'instance qui coopte **Aline Sylla-Walbaum**, directrice des projets stratégiques de *Chaumet* (*LVMH*) et membre du conseil de surveillance d'*Unibail*, est désormais composée de **Jean-Francis Bretelle**, président d'*Oléron Participations* et vice-président de *Caviar House & Prunier*, de **Cécile Cabanis**, directrice générale adjointe de *Tikehau Capital*, présidente du conseil de surveillance de *Mediawan*, vice-présidente du conseil de surveillance et présidente du comité d'audit d'*Unibail*, de **Julia Cagé**, ancienne collaboratrice de **Najat Vallaud-Belkacem**, directrice de campagne de **Benoît Hamon**, épouse de l'économiste **Thomas Piketty**, professeure d'économie à *Sciences-Po Paris* et présidente de la *Société des lecteurs du Monde*, de **Maxime Catroux**, directrice littéraire chez *Flammarion*, vice-présidente de la *Fondation Pierre Bergé-Yves Saint Laurent*, de **Julien Cordoniou**, *partner* chez *Felix Capital*, de **Pascal Houzelot**, président de *Pink TV*, gérant de la société de production *Rivoli Films*, président de *Mosca Animation Participations et Conseil*, de **Xavier Niel**, président du conseil d'administration d'*Iliad* et de **Matthieu Pigasse**, directeur du bureau parisien de *Centerview Partners*.

► Récemment ouvertes au public, les archives du procès de **Maurice Papon** sont réparties entre les archives départementales de la Gironde, les Archives nationales et les archives du ministère de la Justice.

► Dans son autobiographie *Jolie petite histoire* (*Le Cherche-Midi*, 2022), **Louis Bertignac**, le guitariste du groupe *Téléphone*, confie : « Un jour, mon père est rentré à la maison. Il avait entamé les démarches pour qu'on change de nom. Il est arrivé avec quatre propositions pour remplacer **Benhaïm** : Brétigny, Bertigny, Brétignac ou Bertignac. C'est moi qui ai choisi. »



KIOSQUE

► Aux Éditions d'Action française (chemin des Repenties, 13810 Eygalières et www.lactionfrancaise.fr), sortie de *Jacques Bainville, la sagesse politique d'un gentilhomme des lettres*, un excellent ouvrage posthume de **Gérard Bedel** consacré avant tout à l'homme de lettres royaliste **Jacques Bainville** mais sans oublier son œuvre historique (380 pages, 18 euros).

► Avec *Réchauffement climatique, enquête sur une manipulation mondiale* (Éditions Pardès, 2022), **Alban d'Arquin** dévoile les mensonges élaborés pour faire croire à une catastrophe planétaire imminente grâce à des manipulations scientifiques, dialectiques et idéologiques (261 pages, 20 euros).

► Avec *Le Brassard* (Éditions Plein Jour, 2022), **Luc Briand** revient sur l'étonnant parcours d'**Alexandre Villaplane** (1904-1944), capitaine de l'équipe de France de football lors de la première Coupe du monde en 1930, qui, pendant l'Occupation, rejoindra la Gestapo. Naturalisé allemand, il deviendra officier dans l'une des cinq sections de la Brigade nord-africaine. Condamné à mort à la Libération, il sera fusillé au fort de Montrouge en décembre 1944 (248 pages, 19 euros).

► Chez L'Artilleur, réédition de *Voyage au centre du malaise français*, le clairvoyant ouvrage du sociologue **Paul Yonnet** (1948-2011) sur les méfaits de l'antiracisme - apparu dans les années 1980 avec *SOS Racisme* - promouvant le « droit à la différence » plutôt que l'assimilation républicaine (préface de **Marcel Gauchet**, postface d'**Éric Conan**, 368 pages, 20 euros).

► Jusqu'au 16 octobre 2022, au Musée d'art moderne et contemporain de Trente et Rovereto (Corso Bettini 43, 38068 Rovereto, Italie et www.mart.tn.it), exceptionnelle exposition *Julius Evola et la spiritualité dans l'art* consacrée aux peintures (plus d'une cinquantaine y sont exposées) du philosophe italien **Julius Evola** (1898-1974), influencé par l'avant-garde italienne, entre futurisme et ésotérisme (fermé le lundi, de 10h à 18h, entrée 11 euros).

► Avec *Génération Hussards* (Perrin, 2022), **Marc Dambre** revient sur ce courant littéraire animé par **Roger Nimier**, **Antoine Blondin**, **Jacques Laurent**, rejoints plus tard par **Michel Déon**. L'écriture contestataire et le style frondeur des Hussards aura marqué la France des années 1950 et inspirera de nombreux artistes, de **François Truffaut** à **Éric Neuhoff**, en passant par **Fabrice Lucchini** et **Henri Verneuil** qui adaptera au cinéma *Un Singe en hiver* avec **Jean Gabin** et **Jean-Paul Belmondo** (432 pages, 24 euros).

► Le numéro 92 (solstice d'été) de la revue *Terre & Peuple* (Licorne, 2, chemin des Monts 42110 Feurs et www.terreetpeuple.com), dirigée par **Pierre Vial**, a pour dossier *Les Gaulois et l'anti-France* (*Les Gaulois hier: notre héritage; Gaulois aujourd'hui: notre avenir; Les douze salopards*, etc.). Intéressant article *Indigeste mille-feuille* sur la réforme administrative des régions de **Georges Feltrin-Tracol** (51 pages, 9 euros).

► Aux Éditions du Paillon (<https://europa-diffusion.com>), réédition revue et augmentée de *C'était pendant l'horreur d'une profonde nuit* d'**Alfred Leverrier**, souvenirs d'un ancien de la LVF et de la Division Charlemagne, correspondant de guerre au Combattant européen et à *La Gerbe*, qui sera interné en juillet-août 1945 puis jugé en mars 1946 (400 pages, 20 euros).

► Avec *Le Style réactionnaire* (Éditions Amsterdam, 2022), **Vincent Berthelier** s'intéresse à la conception du style et de la langue défendue par des écrivains de droite, avec des analyses précises de leur écriture, de l'entre-deux-guerres (**Maurras**, **Bernanos**, **Jouhandeau**), de la Collaboration à la Libération (**Aymé**, **Morand**, **Chardonne**) et des années 1970 à nos jours où s'élabore une nouvelle pensée réactionnaire (**Cioran**, **Millet**, **Camus**, **Houellebecq**) (384 pages, 22 euros).

► Chez Kontre Kulture (www.kontrekulture.com), réédition de *Berlin, Hitler et moi* de l'essayiste, poète et romancier **Abel Bonnard** (1883-1968), récit de son voyage en Allemagne en 1937 (où il sympathisera avec **Otto Abetz** et **Ernst Jünger**) et de ses pensées après la défaite (152 pages, 14,50 euros).

► Aux Éditions Noir sur Blanc (www.leseditionsnoirsurblanc.fr), réédition dans une traduction revue et augmentée de *La Plupart ne reviendront pas* d'**Eugenio Corti**, le récit minutieux de son épopée sur le front de l'Est en tant que jeune officier d'artillerie dans une division italienne, encerclé dans une poche aux côtés de la 298^e division allemande, sous le feu ennemi et le froid polaire (traduit de l'italien par **François Livi**, 320 pages, 22,50 euros).

► Avec *Globalisme et dépopulation* (The Book Edition, 2022), **Pierre-Antoine Plaquevent**, directeur et cofondateur du site *Internet Strategika* (<https://strategika.fr>), nous plonge au cœur de l'idéologie de la dépopulation qui tire ses racines philosophiques de l'eugénisme et du transhumanisme comme vision globale et unifiée du destin de l'humanité, expliquant ainsi l'instrumentalisation depuis l'émergence du Covid-19 des questions sanitaires et médicales (298 pages, 25 euros).



POLITIQUEMENT INCORRECT

✳ Avancée scientifique. Grâce à un couple d'homosexuels franciliens s'étant rendu à la Pitié-Salpêtrière avec leur animal de compagnie, un lévrier italien présentant des lésions anales, on sait maintenant que la variole du singe se transmet de l'homme au chien (*Evidence of human-to-dog transmission of monkeypox virus, The Lancet, 10 août 2022*).

✳ Dans un rapport publié sur son site, la Commission européenne tire la sonnette d'alarme sur cette « pratique sociale porteuse de plusieurs mécanismes d'exclusion » qu'est l'humour. « Facteur potentiel en termes d'influence sur la violence extrémiste d'extrême droite [sic] », l'humour et l'ironie sont présentés comme des « armes centrales » à même de « renverser les sociétés ouvertes ».

► Kenneth Roth, qui vient de quitter l'ONG américaine Human Rights Watch après l'avoir dirigée pendant trois décennies, avait qualifié le judaïsme de « religion primitive, incompatible avec la morale contemporaine ».

► La dernière décision de Martin Hirsch à la tête de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) a été de débaptiser un bâtiment de l'ancien hôpital Broussais qui portait le nom de René Leriche, chirurgien, héros de la Grande Guerre (on lui doit, par exemple, l'utilisation de la couleur bleue en bloc opératoire), nommé premier président de l'Ordre des médecins par le Maréchal Pétain. Le bâtiment porte désormais le nom d'Adolphe (dit « Ady ») Steg, urologue et ancien président du CRIF.

✳ Le chef du recrutement de la Royal Air Force a présenté sa démission pour protester contre l'ordre de faire une « pause effective » sur les offres d'emploi aux recrues masculines blanches afin d'atteindre des « objectifs de diversité » en privilégiant les femmes et des minorités ethniques.

► Depuis des mois, le compte Instagram Balance ton cabinet d'avocats accuse Jean Veil, le fils de Simone Veil, de harcèlement sexuel.

► Le Conseil de réglementation de la publicité du Nigeria (ARCON) a interdit l'utilisation de mannequins blancs (y compris pour les voix off) dans la publicité.

✳ Depuis le début de l'année, Google a « mis à jour son règlement sur les allégations douteuses en interdisant tout contenu comportant des affirmations sur le dérèglement climatique contraires au consensus scientifique. »

✳ Guerre climatique. Le changement climatique est effectivement de nature anthropique, à en croire Reuters (17 août 2022) qui rapporte l'existence, en Chine, de programmes de modification du temps par l'ensemencement de nuages, expliquant que ces techniques sont utilisées (mais sans préciser où) depuis les années 1940. Sur les recherches ultra-secrètes d'activation aurorale par hautes fréquences et les modifications artificielles du climat, on consultera le témoignage de Jean-Pierre Petit (www.jp-petit.org), astrophysicien et directeur de recherche au CNRS qui donne les exemples bien documentés du projet Haarp et de l'Opération Popeye (guerre climatique menée secrètement par les Américains au Vietnam) avant d'expliquer: « Dans tout ce que je faisais, il y avait du secret-défense à tous les coins de rue et je voyais tous ces gens grouiller. Les grands manipulateurs du climat, potentiellement, sont les militaires. En agissant avec ces micro-ondes, on peut créer des fenêtres dans la haute atmosphère. L'arme météorologique, ça consiste à créer une région chaude et une région froide. [...] On arrive à fabriquer ces différences de pressions, ces différences de températures, ce qui provoque un règlement de compte terrible. Ce sont ces fameuses tempêtes, avec tout d'un coup des vents à 200 km/h ».

✳ Ashwin Vasan, le commissaire à la Santé de la ville de New York a demandé à l'OMS que soit rebaptisée la variole du singe, une appellation pouvant « raviver ces sentiments traumatisants de racisme et de stigmatisation en particulier pour les personnes noires et les autres personnes de couleur, ainsi que pour les membres des communautés LGBTQIA+ ».

► Aucun média occidental n'a repris l'étude de la BBC (audiovisuel public britannique) qui, au 19 août, chiffrait les pertes russes à 5700 soldats morts depuis le début de l'opération. On est loin des 55000, le décompte du ministère ukrainien de la Défense repris, les yeux fermés, par la grande presse.